

# CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

---

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi.]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*  
Affaire Numéro CV96-4849

## **Décision d'attribution certifiée**

en faveur de la requérante, [SUPPRIMÉ],  
agissant en son nom propre et en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ]

## **concernant les comptes bancaires de Marcel Lévy**

Numéro de requête : 219403/MBC

Montant de la décision d'attribution : 181'680.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], (ci-après : « la requérante ») concernant les comptes bancaires de Marcel Lévy (ci-après : « le titulaire des comptes ») auprès de la succursale bâloise de la [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Cependant, lorsque – comme en l'espèce – la requérante a demandé le traitement confidentiel de sa requête, les noms de la requérante, de tout parent de la requérante autre que le titulaire des comptes, ainsi que celui de la banque, ne sont pas divulgués.

## **Informations fournies par la requérante**

La requérante a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie le titulaire des comptes comme étant son père, Marcel Lévy, qui est né à Oberschaeffolsheim (France) le 14 mars 1899 et était l'époux de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. De leur union sont nés trois enfants : [SUPPRIMÉ], qui est née en 1945 et est morte quelques jours seulement après sa naissance ; [SUPPRIMÉ], qui est né à Strasbourg (France) le 22 juillet 1949, et la requérante, qui est née à Strasbourg le 20 août 1947. La requérante a indiqué que son père était agent commercial et qu'il a résidé à Oberschaeffolsheim au 42 rue Principale, puis au 33 rue du Général-de-Gaulle. La requérante affirme que son père était juif et a vécu caché jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale afin d'échapper aux persécutions nazies. Elle ajoute que ses grands-parents et son oncle, Sylvain Lévy, qui étaient également juifs, ont péri pendant l'Holocauste. Elle précise que sa mère s'est éteinte à Strasbourg le 6 septembre 2000.

À l'appui de sa requête, la requérante a soumis divers documents, notamment les actes de naissance et de décès de son père, ainsi que le certificat de mariage de ses parents, et son propre acte de naissance.

## **Informations contenues dans le document bancaire**

Il ressort du document bancaire, qui consiste en une fiche d'enregistrement de compte, que le titulaire des comptes était Marcel Lévy, qui résidait dans la rue Principale à Oberschaeffolsheim, et que le porteur de pouvoir était Sylvain Lévy. Le document bancaire indique que le titulaire des comptes détenait un compte courant et un dépôt de titres, qui ont tous deux été ouverts le 2 novembre 1938. Il ne précise pas quand les comptes en question ont été fermés, à qui leurs avoirs ont été versés ni quelle était la valeur de ces comptes. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans la banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions de l' *Independent Committee of Eminent Persons* (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») n'ont pas trouvé les comptes en question dans le système des comptes ouverts de la banque et ont par conséquent présumé qu'ils étaient fermés. Ces réviseurs n'ont pas été en mesure de déterminer s'il y a eu une quelconque activité sur ces comptes après 1945. Rien dans le document bancaire ne semble indiquer que le titulaire des comptes, le porteur de pouvoir ou leurs héritiers aient fermé les comptes et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

## **Analyse effectuée par le CRT**

### Identification du titulaire des comptes

La requérante a identifié le titulaire des comptes de façon plausible. Le nom et la ville de résidence de son père correspondent aux nom et ville de résidence publiés du titulaire des comptes. Le nom de l'oncle de la requérante concorde avec le nom du porteur de pouvoir. La requérante a indiqué que son père résidait dans la rue Principale, ce qui correspond aux informations non publiées concernant le titulaire des comptes qui figurent dans le document bancaire.

### Le titulaire des comptes en tant que victime de persécutions nazies

La requérante a démontré qu'il est plausible que le titulaire des comptes ait été une victime de persécutions nazies. Elle a affirmé que le titulaire des comptes était juif et qu'il a été contraint de vivre caché pendant l'Occupation afin d'éviter les persécutions nazies.

### Le lien de parenté entre la requérante et le titulaire des comptes

La requérante a rendu vraisemblable qu'elle est apparentée au titulaire des comptes, en soumettant des documents démontrant qu'elle est la fille de Marcel Lévy. Rien ne semble indiquer que le titulaire des comptes aient d'autres héritiers que la requérante et son frère - qu'elle représente.

## Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'annexe A<sup>1</sup>, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire des comptes ni le porteur de pouvoir, ou leurs héritiers, n'aient reçu les avoirs des comptes. Sur la base de sa jurisprudence et des Règles de procédure pour le règlement des requêtes (« les Règles »), le CRT applique des présomptions pour déterminer si les titulaires des comptes ou leurs héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

## Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur de la requérante. En premier lieu, la requête est recevable conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, la requérante a démontré de manière plausible que le titulaire des comptes était son père et ce lien de parenté justifie qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire des comptes ni le porteur de pouvoir, ou leurs héritiers, n'aient reçu les avoirs des comptes revendiqués.

## Montant de la décision d'attribution

En application de l'article 35 des Règles, lorsque la valeur d'un compte est inconnue, comme en l'espèce, la valeur moyenne en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisée pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation effectuée par l'ICEP qu'en 1945 la valeur moyenne d'un compte courant était de 2'140.00 francs suisses et celle d'un dépôt de titres était de 13'000.00 francs suisses. Par conséquent, la valeur totale en 1945 des comptes en question est de 15,140.00 francs suisses. Conformément à l'article 37(1) des Règles, la valeur actuelle des comptes est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12. La requérante a ainsi droit à un montant total de 181'680.00 francs suisses.

Conformément à l'article 37(3)(a) des Règles, lorsque la valeur d'un compte est basée sur les présomptions de l'article 35 des Règles, les requérants recevront un paiement initial correspondant à 65 % du montant total de la décision d'attribution. Les requérants pourront recevoir un second paiement pouvant aller jusqu'au 35 % restant du montant total de la décision d'attribution lorsque la Cour l'aura décidé. En l'espèce, la valeur des comptes en question est basée sur les présomptions de l'article 35 et 65 % du montant total de la décision d'attribution correspond à 118,092.00 francs suisses.

## Répartition du montant de la décision d'attribution

La requérante représente son frère dans cette procédure. Conformément à l'article 29 des Règles, le frère de la requérante a droit à la moitié des sommes versées à cette dernière.

---

<sup>1</sup> Une version plus complète de l'annexe A figure sur le site Web du CRT II à l'adresse suivante : [www.crt-ii.org](http://www.crt-ii.org).

### **Portée de la décision d'attribution**

Le CRT informe la requérante que, conformément à l'article 25 des Règles, sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels elle aurait droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

### **Certification de la décision d'attribution**

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal

le 26 novembre 2002



**APPENDICE A**

En l'absence de preuve plausible du contraire, le Tribunal présumera que les titulaires du compte, les ayant droits économiques ou leurs héritiers n'ont pas reçu les avoirs d'un compte revendiqué si une ou plusieurs des présomptions ci-dessous se vérifie<sup>1</sup> :

- a) le compte a été fermé et que les archives du compte démontrent l'existence de persécutions ou si le compte a été fermé (i) après que l'obtention d'un visa suisse a été imposée le 20 janvier 1939 ou (ii) après la date d'occupation du pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique, et avant 1945 ou avant l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- b) le compte a été fermé après 1955, ou dix ans après l'année où le blocage des comptes imposé pour le pays de résidence du titulaire du compte ou de l'ayant droit économique a été supprimé (date la plus ancienne) ; ou
- c) le solde du compte a été grevé de frais et de commissions durant la période précédant sa clôture et que le dernier solde connu du compte était modique ; ou
- d) le compte a été déclaré lors d'un recensement d'avoirs juifs réalisé par les Nazis ou dans d'autres documents établi par les Nazis ; ou
- e) le compte a été revendiqué auprès de la banque après la Seconde Guerre mondiale lorsque la banque n'a pas admis cette revendication ; ou
- f) le titulaire de compte ou l'ayant droit économique possédaient d'autres comptes qui sont ouverts mais en déshérence, en suspens, fermés et dont le solde a été porté à l'actif de la banque, fermés en raison du prélèvement de frais ou fermés et dont les avoirs ont été versés aux autorités nazies ; ou
- g) le seul titulaire ou ayant droit économique survivant du compte était un enfant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.
- h) le titulaire du compte, l'ayant droit économique et/ou leurs héritiers n'auraient pas pu obtenir des informations sur le compte de la part des banques suisses après la Seconde Guerre mondiale en raison de la pratique de ces dernières d'occulter ou de falsifier les informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par le titulaire du

---

<sup>1</sup> Voir Independent Commission of Experts Switzerland – Second World War, Switzerland, National Socialism and the Second World War: Final Report (2002) (ci-après : « Rapport final de la Commission Bergier ») ; voir également Independent Committee of Eminent Persons, Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks (1999) (ci-après : « Rapport de l'ICEP »). Le CRT a aussi pris en compte plusieurs lois, décrets et pratiques adoptés par le régime nazi et les gouvernements d'Autriche, des Sudètes, du Protectorat de Bohême et de Moravie, de la Ville libre de Danzig, de Pologne, de la portion du territoire polonais incorporée au IIIe Reich, du *Generalgouvernement* de Pologne, des Pays-Bas, de Slovaquie et de France, et ayant permis la confiscation d'avoirs juifs à l'étranger.

compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers, par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée<sup>2</sup> ; ou

- i) le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers résidaient dans un pays communiste d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale ; et/ou
- j) il ne ressort pas des archives du compte que le titulaire du compte, l'ayant droit économique ou leurs héritiers ont reçu les avoirs du compte.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> Voir également *Rapport final de la Commission Bergier*, pages 443-444, 446, ainsi que le *Rapport de l'ICEP*, pages 81-83.

<sup>3</sup> Comme décrit tant dans le Rapport final de la Commission Bergier que dans le Rapport de l'ICEP, les banques suisses détruisirent ou ne gardèrent pas les documents relatifs aux transactions effectuées sur les comptes existant du temps de l'Holocauste. Il existe des preuves que des destructions se sont produites après 1996, alors que la législation suisse interdisait la destructions de tels documents. Le Rapport final de la Commission Bergier fait état à la page 40 du cas de l'Union de Banques Suisses, qui détruisit des documents même après l'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996. La destruction massive de ces documents s'est produite alors que les banques suisses savaient que des demandes en justice étaient et allaient continuer à être déposées contre elles en relation avec les avoirs de victimes de persécutions nazies qui périrent dans l'Holocauste et dont les avoirs furent: (i) indûment versés aux autorités nazies, voir *Albers v. Credit Suisse*, 188 Misc. 2d 239 (N.Y. City Ct. 1946); Rapport final de la Commission Bergier, pages 443, (ii) indûment versés aux gouvernements communistes polonais et hongrois, voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 450-451, et probablement aussi à la Roumanie, voir Peter Hug-Marc Perrenoud, *Assets in Switzerland of Victims of Nazism and the Compensation Agreement with East Bloc Countries* (1997), et (iii) que les banques suisses usèrent pour leur propre bénéfice. Voir Rapport final de la Commission Bergier, pages 446-469. "Les demandes en restitution déposées par des survivants, par des héritiers ou, en leur nom, par les organisations de restitution, alimentèrent la discussion sur les fonds en déshérence après la guerre." *Ibid.*, page 444 (page 426 de la traduction française). Les banques suisses continuèrent cependant les destructions à grande échelle et à faire obstacle aux demandes émanant des titulaires de comptes ou de leurs héritiers. Rapport de l'ICEP, Annexe 4, paragraphe 5 ; *In re Holocaust Victim Asset Litig.*, 105 F. Supp.2d 129, 155-156 (E.D.N.Y. 2000). Ainsi, comme le relève le Rapport final de la Commission Bergier, page 446 (page 428 de la traduction française), « les services juridiques des grandes banques se concertèrent en mai 1954, sur l'attitude à adopter, afin de disposer d'un système de défense commun quelle que soit la nature des revendications". De même, le Rapport de l'ICEP relève à la page 15, que les banques et leur Association exercèrent des pressions contre toute tentative de la part des autorités de se doter d'une législation qui aurait exigé la publication des noms des titulaires des *comptes sans héritiers*, législation qui, si elle avait été adoptée, aurait permis d'éviter les investigations de l'ICEP et la controverse de ces trente dernières années. De fait et dans le but de contrecarrer les effets d'une telle législation, l'Association suisse des banquiers encouragea les banques suisses à ne déclarer qu'un nombre de comptes inférieur à la réalité au cours de l'enquête de 1956. Le Rapport de l'ICEP contient à la page 90 la citation suivante, extraite d'une lettre du 7 juin 1956 de l'Association suisse des banquiers aux membres de son comité directeur : le maigre résultat de l'enquête contribuera, à n'en pas douter, à ce que la question [de cette législation] se résolve en notre faveur. " En conclusion, c'est l'appel au secret bancaire [...] qui motiva le plus souvent le rejet des prétentions des survivants de l'holocauste" (Rapport final de la Commission Bergier, page 455 et page 437 de la traduction française), lorsque les banques n'invoquaient pas à cette fin la prétendue inexistence d'informations, alors que la destruction massive de documents se poursuivit durant plus d'un demi-siècle. Dans ces circonstances, et en application des principes fondamentaux relatifs aux preuves contenus dans la législation des Etats-Unis et qui auraient été appliqués aux requêtes relatives aux avoirs en déshérence si la plainte collective avait poursuivi son cours devant les tribunaux, le CRT décide en défaveur des banques ayant détruit des documents relatifs aux comptes ou qui ne mettent pas ces documents à la disposition des administrateurs des requêtes. *Reilly v. Natwest Markets Group, Inc.*, 181 F3d 253, 266-268 (2<sup>nd</sup> Cir. 1999) ; *Kronisch v. United States*, 150 F3d 112, 126-128 (2<sup>nd</sup> Cir. 1998).